

INTERVENTION Claude MAS pour l'U.L CGT D'ARLES LE 29 FEVRIER 2012

Face à une situation économique et sociale extrêmement dégradée et avec le durcissement de l'austérité comme seule réponse de la part de tous les dirigeants européens, la Confédération Européenne des Syndicats a appelé à cette journée du 29 février à une journée d'action et de mobilisation pour que partout en Europe le même jour, le travail et la justice sociale soient au centre des priorités politiques.

A la veille du sommet européen des 1^{er} et 2 mars, tous les syndicats européens veulent adresser un message clair aux dirigeants de l'Union Européenne :

l'austérité imposée va plonger tous les pays dans une profonde récession.

Aujourd'hui c'est dans 30 pays dont la Grèce qu'il y a des mobilisations et des manifestations.

Il y a eu aussi des initiatives transfrontalières de distributions de tracts avec la CGT et les syndicats Belge, Italien, Espagnol et Allemand.

Plusieurs millions de salariés, de retraités, de privés d'emplois vont le même jour –pour la 1ere fois- affirmer leur refus de l'austérité dans toute l'Europe et chacun dans leurs pays respectifs.

Et aussi pour la 1ere fois la CES qui s'oppose catégoriquement au traité européen qui veut institutionnaliser dans tous les pays :

La REGLE DE L'AUSTERITE BUDGETAIRE.

Nous avons à combattre le principe de ce traité, tant pour la méthode que pour ce qu'il porte comme entraves à ce pourquoi nous nous battons.

Le 29 février dans notre pays ce sont 160 manifestations dont 130 sont unitaires comme celle d'Arles.

Des salariés, des retraités, des privés d'emplois qui affirment dans la grève, dans les rassemblements : « TROP C'EST TROP » Nous ne voulons pas de ce nouveau traité pour notre avenir et pour l'avenir de l'Europe.

La CGT avec toutes les organisations syndicales européennes dénonce le caractère anti démocratique de la procédure à la hussarde qui cherche à mettre les citoyens devant le fait accompli.

Cela fait des mois que les chefs d'états se concertent pour coordonner des plans d'austérité pour donner des gages aux marchés financiers.

A contrario, nous pensons qu'il faut par l'action collective redessiner des projets et une vision européenne basés sur le développement et le progrès social contre les injonctions du marché.

Oui, l'Europe est en crise, une crise profonde pas seulement économique et financière mais aussi sociale.

Il n'y a jamais eu depuis 6 mois autant de grèves, de manifestations en Europe
.Nous voulons particulièrement saluer nos Camarades Grecs. Leur dire combien leur combat est le nôtre.

Il était temps que le mouvement syndical dise d'une seule voix : non à cette Europe anti sociale et affirme une aspiration et un message commun partagé. Il ne peut y avoir de progrès social aux dépens de ses voisins. Une conquête dans un pays doit favoriser son extension à l'ensemble des salariés.

Pour toutes ces raisons : **nous ne voulons pas de l'augmentation de la TVA, nous ne voulons pas des accords de compétitivité à la sauce « Parisot/Sarkozy ».**

L'INSEE vient de confirmer que le coût du travail en France n'est pas supérieur à celui pratiqué en Allemagne. **Nous ne sommes ni des fainéants, ni des incapables et la vieille rengaine du coût du travail doit être combattue pied à pied.**

La mise en place de la TVA dite sociale qui consiste à transférer une part des cotisations sociales prélevées dans les entreprises à hauteur de 13 milliards d'€ sur le consommateur par une hausse de la TVA de 1,6 % est une arnaque. C'est un cadeau supplémentaire aux entreprises qui vient s'ajouter aux 170 milliards d'€ d'argent public et d'exonérations.

Madame Parisot a applaudi bruyamment cette décision qu'elle n'avait pas espéré obtenir à 3 mois des élections présidentielles.

Ensemble, nous devons dénoncer cette manipulation et nous opposer à cette perspective d'augmentation de l'impôt le plus inégalitaire qui soit. Nous devons réaffirmer que les cotisations sociales appartiennent aux salariés. **C'est à eux qu'il revient de décider à quoi ils les affectent.**

Quant aux accords dits de compétitivité, le gouvernement donne 2 mois pour que patronat et syndicats trouvent un accord et fixent un cadre national aux négociations futures dans les entreprises. Le président candidat rajoute « s'il n'y a pas d'accord je ferai une loi quand même ».

Ces accords d'entreprise devront permettre les ajustements temporaires liés à l'activité concernant la durée du travail, l'organisation du travail et la rémunération.

Ils s'imposeront sur le contrat de travail.

Medef- Gouvernement veulent modifier la législation pour outrepasser la durée légale du temps de travail sans l'accord du salarié.

Aujourd'hui un salarié qui se voit proposer un changement lié à son contrat de travail peut refuser et si nécessaire peut se défendre devant le Conseil des Prud'hommes.

Demain la loi lui imposerait de fait le changement.

En clair le salarié devient encore plus la variable d'ajustement du patronat dans l'entreprise en fonction de l'activité économique.

Le Medef – le Gouvernement veulent en finir avec les conventions collectives, les statuts. D'ailleurs le Candidat-Président UMP dans un discours passé assez inaperçu a affirmé vouloir proposer aux fonctionnaires une augmentation de leur rémunération contre l'abandon du statut et hier il remet ça avec les enseignants.

Le patronat se fait revanchard, il rêvait d'en finir avec le contrat de travail, le gouvernement veut le faire.

La partie ne fait que commencer.

Une chose est sûre il ne faudra pas compter sur la CGT pour COLLABORER à cette opération de sabotage du droit social.

Pour le Medef et le gouvernement l'âge de départ à la retraite, les conventions collectives, les statuts, le salaire minimum, le droit de grève voire de manifestation. Tout devrait passer à la moulinette de la compétitivité, pour une mise en concurrence plus féroce entre salariés avec comme conséquence de tirer tout le monde vers le bas.

Et si le Medef entend repasser à l'attaque sur les retraites en envisageant de repousser l'âge de départ à la retraite des salariés, la CGT quant à elle poursuit et poursuivra cette bataille du rétablissement du droit au départ à la retraite à 60 ans pour tous avec 75% minimum de taux de remplacement et la reconnaissance de la pénibilité et des longues carrières.

Le bilan de toutes les réformes est calamiteux.

La pauvreté chez les retraités qui avait considérablement diminué jusqu'aux années 1990 a commencé à remonter.

La question aujourd'hui n'est pas de savoir comment le recul social va être rendu acceptable.

Il faut remettre à plat l'ensemble du dossier retraites, explorer les pistes qui ont été arbitrairement fermées par le patronat et les gouvernements et ouvrir les négociations qui n'ont jamais eu lieu.

L'adoption fin 2010 de la loi réformant les retraites n'a pas mis fin à notre combat.

Nous avons l'aspiration à rétablir la justice sociale.

Et dans ce contexte la CGT a décidé de se mêler de la campagne des élections présidentielles.

Et lorsque le gouvernement par la bouche de son ministre du travail dit souhaiter que les syndicats s'en tiennent à une forme de neutralité, nous le réaffirmons la CGT est indépendante, et nous ne confondons pas indépendance et neutralité syndicale.

Nous constatons que le bilan de nos gouvernants est parmi les plus graves qui soient du point de vue des salariés.

Rappelons que ce pouvoir a imposé la réforme des retraites, a modifié la législation sur le temps du travail, a étendu le travail du dimanche, il a instauré un jour de travail gratuit, accordé des aides considérables aux entreprises sans contrôle et imposé dans la Fonction Publique la loi sur la mobilité, le jour de carence et supprimé 150 000 emplois de fonctionnaires.

Et si nous restions silencieux au moment où les responsables de cette politique retournent devant les électeurs pour prétendre rempiler pendant 5 ans de plus, nous serions complaisants à l'égard de leurs actions alors que nous les avons combattues.

Il est de notre responsabilité syndicale d'exprimer l'appréciation particulièrement négative que nous portons sur le bilan présidentiel.

C'est notre rôle de syndicat.

En même temps l'élection ne va pas tout résoudre. Il faut amplifier le rapport de force. Le Medef met et continuera de mettre la pression sur tout responsable politique. A nous de ne pas laisser cette pression s'exercer sans jouer notre rôle.

Salariés, retraités, privés d'emploi, nous ne devons pas baisser la garde.

Il ne peut y avoir de parenthèses pour les luttes. Encore plus lorsque les mauvais coups s'abattent. Au saccage patronal s'ajoute une relance de l'offensive antisociale du gouvernement.

Et en plus, le président de la République candidat UMP, prétend mener campagne sur des valeurs.

Alors que les seules qui le préoccupent sont celles de la bourse.

Il a comme seul courage celui de voler les plus faibles au profit des plus riches.

Il prétend combattre le système quand il en est un pur produit achevé, dont Laurence Parisot, présidente du Medef, fait la promotion.

Honte à ce candidat qui ose appeler au référendum pour insulter les chômeurs et les étrangers.

Son but non avoué est bien de fusionner les idéologies de droite et de son extrême.

La réponse à la crise du système capitaliste n'est pas l'émergence d'un pouvoir autoritaire. C'est illusoire et dangereux.

Et la CGT mène et poursuit son combat contre la droite la plus extrême et son parti le FN.

Car tous les ingrédients sont là pour que la CGT porte une analyse critique rigoureuse et construise une contre- offensive rigoureuse.

Le FN, en focalisant son programme sur de fausses explications de la crise, en agressant les syndicats –nous avons été qualifiés en 2010 par la famille LEPEN d'émeutiers et ils en appelaient aux forces de l'ordre- le FN exonère les vraies responsabilités et éloigne celles et ceux qu'il séduit des solutions réelles.

La solution est bien l'ouverture d'un nouveau chantier démocratique qui permettra de reconstituer les solidarités en faisant reculer les contraintes imposées par les institutions financières en direction des populations. Si le syndicalisme apparaît comme le dernier rempart face aux mises en cause, aux reculs sociaux, il apparaît aussi comme l'une des principales forces pour faire barrage aux mises en cause de la démocratie.

La CGT a toujours tenu sa place sur ce terrain. Elle ne se dérobera pas.

Oui, la CGT travaille sans relâche pour faire progresser le rapport de forces, il ne peut être que l'œuvre des salariés eux-mêmes.

Ensemble, construisons-le plus fort et plus unis. Ensemble faisons en sorte de ne pas laisser les affaires du monde aux seules mains du monde des affaires.